



Assemblée générale

Distr. générale
30 juillet 2018
Français
Original: anglais

Soixante-treizième session

Point 74 b) de l'ordre du jour provisoire*

Promotion et protection des droits de l'homme :
questions relatives aux droits de l'homme, y compris
les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif
des droits de l'homme et des libertés fondamentales

Le droit au développement

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale le rapport du Rapporteur spécial sur le droit au développement, Saad Alfarargi, soumis en application de la résolution [33/14](#) du Conseil des droits de l'homme.

* [A/73/150](#).



Rapport du Rapporteur spécial sur le droit au développement

Résumé

Dans ce rapport thématique, le Rapporteur spécial étudie le lien entre la coopération Sud-Sud, le développement durable et le droit au développement. Après avoir donné des précisions sur la notion de coopération Sud-Sud et son cadre juridique et stratégique, il examine certains des principaux défis à relever dans ce domaine en se plaçant du point de vue du droit au développement. Le rapport souligne que, pour relever ces défis, les politiques, les programmes et les initiatives de coopération Sud-Sud doivent prendre en compte le droit au développement. À cette fin, le Rapporteur spécial recommande aux États et aux autres parties prenantes d'articuler la conception, le financement, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des mécanismes de coopération Sud-Sud autour des principes des droits de l'homme inscrits dans le droit au développement. Il décrit les avantages d'une telle approche, soulignant qu'elle permet de mieux tirer parti de la coopération Sud-Sud pour contribuer à la promotion, à la protection et à la concrétisation du droit au développement ainsi que des autres droits de l'homme. À titre d'illustration, il cite quelques exemples concrets de bonnes pratiques susceptibles d'aider à promouvoir un développement durable sans exclusive ainsi que les droits de l'homme dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Le rapport s'achève sur quelques recommandations clefs pour exploiter toutes les possibilités qu'offre la coopération Sud-Sud.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Activités du Rapporteur spécial	3
II. Introduction : la coopération Sud-Sud et la réalisation du droit au développement.	3
III. Comprendre la coopération Sud-Sud	4
IV. Lien entre la coopération Sud-Sud et les droits de l'homme : cadre juridique et stratégique . .	6
V. Intégration du droit au développement dans la coopération Sud-Sud	10
VI. Possibilités qu'offre la coopération Sud-Sud pour la réalisation du droit au développement . .	14
VII. Conclusions et recommandations.	23

I. Activités du Rapporteur spécial

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 33/14 du Conseil des droits de l'homme.
2. Les activités menées par le Rapporteur spécial entre septembre 2017 et juillet 2018 sont exposées dans le rapport qu'il a présenté au Conseil des droits de l'homme à sa trente-neuvième session (A/HRC/39/51). Conformément à la résolution 36/9 du Conseil, le Rapporteur spécial organisera en 2018 et en 2019 des consultations régionales sur la concrétisation du droit au développement. Il prévoit de tenir des consultations pour le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes en octobre 2018 et pour le Groupe d'Asie en décembre 2018.

II. Introduction : la coopération Sud-Sud et la réalisation du droit au développement

3. La communauté internationale doit aujourd'hui faire face à des crises et des enjeux mondiaux de plus en plus complexes qui mettent en péril le développement économique, social, culturel et politique de la génération actuelle et des suivantes. Déjà en 1986, il était souligné dans la Déclaration sur le droit au développement (résolution 41/128 de l'Assemblée générale, annexe) que ces obstacles ne pourraient être éliminés que si les États et les autres parties intéressées coopéraient pour trouver des solutions communes durables. Reconnaisant l'importance de la solidarité et de la coopération internationales, la Déclaration confère aux États la responsabilité de coopérer les uns avec les autres pour éliminer les obstacles au développement, assurer le développement et le respect des droits de l'homme pour tous les peuples et êtres humains, et créer des conditions nationales et internationales favorables à la réalisation du droit au développement. Il est à noter que la Déclaration souligne également que la coopération internationale est indispensable pour éliminer les inégalités historiques et structurelles qui font obstacle à la réalisation du droit au développement dans les pays en développement.

4. Les formes traditionnelles de coopération Nord-Sud s'étant avérées insuffisantes pour éliminer les obstacles au développement et les déséquilibres qui persistent au niveau mondial, la coopération Sud-Sud est devenue un élément clef de l'architecture de la coopération internationale pour le développement durable. Bien que ce ne soit pas un phénomène nouveau, les partenariats Sud-Sud ont connu ces dernières années un essor sans précédent qui reflète les données d'expérience, les connaissances et les ressources accumulées dans le monde du Sud. De fait, la coopération Sud-Sud s'est « imposée comme un modèle distinct et novateur qui s'est révélé un outil précieux pour renforcer les capacités et promouvoir le développement »¹.

5. Compte tenu des contributions potentielles de la coopération Sud-Sud, les documents directifs adoptés au niveau international en 2015² l'intègrent pleinement

¹ « The role of South-South Cooperation in the achievement of SDGs and the BAPA + 40 Conference » (Le rôle de la coopération Sud-Sud dans la réalisation des objectifs de développement durable et la Conférence commémorant le quarantième anniversaire du Plan d'action de Buenos Aires), p. 2, consultable à l'adresse suivante : www.un.org/ecosoc/sites/www.un.org/ecosoc/files/en/dec/brief%204_SSC_SDGs_BAPA%2040_DGCIN_Argentina.pdf (en anglais).

² Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement (résolution 69/313 de l'Assemblée générale, annexe), Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030) (résolution 69/283 de l'Assemblée générale, annexe II) ; résolution 70/1 de l'Assemblée générale, intitulée « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 » ; et Accord de Paris sur les

comme complément des autres formes de coopération internationale pour assurer un développement inclusif et durable dans le monde. Ces documents impriment un élan nouveau à la mobilisation de la coopération Sud-Sud comme moyen de réaliser le droit au développement.

6. Dans le présent rapport thématique, le Rapporteur spécial étudie le lien entre la coopération Sud-Sud, le développement durable et le droit au développement. Après avoir donné des précisions sur la notion de coopération Sud-Sud et son cadre juridique et directif, il examine certains des principaux défis à relever dans ce domaine en se plaçant du point de vue du droit au développement. Le rapport souligne que, pour relever ces défis, les politiques, les programmes et les initiatives de coopération Sud-Sud doivent prendre en compte le droit au développement. À cette fin, le Rapporteur spécial recommande aux États et aux autres parties prenantes d'articuler la conception, le financement, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des mécanismes de coopération Sud-Sud autour des principes des droits de l'homme inscrits dans le droit au développement. Il décrit les avantages d'une telle approche, soulignant qu'elle permet de mieux tirer parti de la coopération Sud-Sud pour contribuer à la promotion, à la protection et à la concrétisation du droit au développement ainsi que des autres droits de l'homme dans le contexte de la mise en œuvre du cadre stratégique du développement durable pour l'après-2015. À titre d'illustration, il cite quelques exemples concrets de bonnes pratiques susceptibles d'aider à promouvoir un développement durable sans exclusive ainsi que les droits de l'homme dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Le rapport s'achève sur quelques recommandations clefs pour exploiter toutes les possibilités qu'offre la coopération Sud-Sud.

7. Le Rapporteur spécial espère que le présent rapport alimentera les débats de la deuxième conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud qui se tiendra à Buenos Aires du 20 au 22 mars 2019, à l'occasion du quarantième anniversaire de l'adoption du Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en œuvre de la coopération technique entre pays en développement³.

III. Comprendre la coopération Sud-Sud

8. Selon le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, cette coopération peut être considérée comme un « cadre général de collaboration entre pays du Sud dans les domaines politique, économique, social, culturel, environnemental et technique ». Dans ce cadre, les pays en développement s'efforcent d'atteindre leurs objectifs de développement grâce à une action concertée⁴.

9. Les principaux objectifs, tels qu'énoncés dans le Plan d'action de Buenos Aires, sont les suivants : promouvoir l'autonomie nationale et collective des pays en développement ; créer une plateforme d'échange entre ces pays ; renforcer leurs moyens technologiques ; renforcer leur capacité de relever les défis du développement ; accroître et améliorer la coopération internationale pour le développement ; et accroître la participation des pays en développement aux activités économiques internationales⁵.

changements climatiques (voir [FCCC/CP/2015/10/Add.1](#), décision 1/CP.21, annexe) (ci-après dénommés cadre stratégique du développement durable pour l'après-2015).

³ Rapport de la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement, Buenos Aires, 30 août-12 septembre 1978 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.78.II.A.11 et rectificatif), chap. I.

⁴ Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, « About South-South and triangular cooperation » (La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire) (www.unsouthsouth.org/about/about-sstc/).

⁵ Plan d'action de Buenos Aires (note 3 ci-dessus), par. 15.

10. En l'absence d'une définition universellement acceptée de la coopération Sud-Sud⁶, l'ONU a élaboré la définition opérationnelle ci-après sur la base du document final issu de la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud, tenue à Nairobi en 2009 (résolution 64/222 de l'Assemblée générale, annexe), et d'autres sources pertinentes :

« [...] processus par lequel deux ou plusieurs pays en développement visent leurs objectifs nationaux propres ou partagés de développement des capacités en échangeant les compétences, les ressources et le savoir-faire technique, et par des actions régionales et interrégionales collectives, y compris les partenariats mettant en jeu les gouvernements, les organisations régionales, la société civile, les universités et le secteur privé, pour leur avantage individuel ou mutuel dans les régions et entre elles »⁷.

11. À la lumière de ces documents, le Rapporteur spécial tient à rappeler les éléments suivants qui guident la coopération Sud-Sud et la distinguent du modèle traditionnel de coopération Nord-Sud :

a) *Modalités de coopération*. La coopération Sud-Sud associe deux ou plusieurs pays en développement qui coopèrent sur une base bilatérale, régionale ou interrégionale. Elle ne se limite pas à l'aide financière et ne devrait pas être considérée comme une forme d'aide publique au développement. Elle englobe diverses formes et méthodes de coopération qui permettent aux pays en développement de partager leurs connaissances, leurs compétences, leur expertise technique et leurs ressources. La coopération Sud-Sud est donc multidimensionnelle et peut comporter des éléments tels que notamment le commerce, l'investissement, le soutien financier et humanitaire, la coopération technique et le renforcement des capacités, le transfert de technologie et le partage des connaissances ;

b) *Solidarité et maîtrise*. Le rapport entre les partenaires de la coopération Sud-Sud est différent des relations traditionnelles entre donateurs et bénéficiaires. La coopération Sud-Sud doit être considérée comme l'expression d'une solidarité entre partenaires égaux, fondée sur leurs expériences et objectifs communs. Les programmes et initiatives de coopération Sud-Sud doivent être définis et pilotés par les pays en développement afin d'instaurer une coopération horizontale fondée sur l'intérêt commun. Ils doivent donc être guidés par les principes de la non-conditionnalité et du respect de la maîtrise, de la souveraineté et des priorités nationales définies dans les stratégies et plans de développement de chaque pays ;

c) *Approche multipartite*. La coopération Sud-Sud fait appel à l'ensemble des parties intéressées, ce qui signifie qu'elle ne se limite pas à la collaboration entre gouvernements. Elle implique une coopération entre les peuples et les pays, y compris dans le cadre de partenariats entre les gouvernements, les organisations régionales, les organisations non gouvernementales et les acteurs de la société civile, les milieux universitaires et le secteur privé. La coopération Sud-Sud est parfois facilitée par les pays développés et/ou les organisations multilatérales dans le cadre de la coopération triangulaire⁸. L'ONU appuie la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire par

⁶ Diverses définitions sont utilisées par les différentes institutions internationales et selon les pays. En Europe et dans la Communauté d'États indépendants, par exemple, « coopération Sud-Sud » signifie également « coopération Est-Est ». Voir Programme des Nations Unies pour le développement, *Scaling-up South-South Cooperation for Sustainable Development* (Élargir la coopération Sud-Sud au service du développement durable) (2016), p. 9 (www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/development-impact/Scaling-Up_SSC_for_Sustainable_Development.html).

⁷ Voir SSC/17/3, par. 9, et A/67/39, chap. I, décision 17/1, par. 2.

⁸ L'ONU utilise la définition fonctionnelle suivante de la coopération triangulaire : « Partenariats, qu'anime le Sud, entre deux ou plusieurs pays en développement appuyés par un ou plusieurs pays développés ou une ou plusieurs organisations multilatérales afin de mettre en œuvre des programmes et projets de coopération au développement » (SSC/17/3, par. 11). La coopération triangulaire peut

l'intermédiaire du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et de diverses autres entités⁹ ;

d) *Complémentarité*. La coopération Sud-Sud est une forme particulière de coopération internationale qui ne saurait se substituer à la coopération Nord-Sud mais devrait plutôt la compléter. La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire ne doivent donc pas aboutir à une diminution de la coopération Nord-Sud ni entraver la mise en œuvre des engagements pris au titre de l'aide publique au développement ;

e) *Impact et efficacité du développement*. Pour améliorer l'impact et l'efficacité du développement, les programmes, initiatives et activités de coopération Sud-Sud doivent reposer sur des données factuelles, être axés sur les résultats, fondés sur les principes de responsabilité mutuelle et de transparence et coordonnés avec les autres programmes et projets de développement sur le terrain.

IV. Lien entre la coopération Sud-Sud et les droits de l'homme : cadre juridique et stratégique

12. Les obligations concernant la coopération internationale dans le contexte du développement et des droits de l'homme découlent de sources diverses, notamment la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme (résolution 217 A (III) de l'Assemblée générale) et les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, ainsi que les engagements pris par les États dans les résolutions et les documents directifs internationaux. Bien que la coopération Sud-Sud ne soit pas toujours expressément mentionnée, le Rapporteur spécial note que toute référence à la coopération internationale englobe normalement la coopération Sud-Sud en tant que forme particulière de coopération internationale. La section suivante donne un aperçu des principaux documents juridiques et directifs qui constituent la base normative de la réalisation du droit au développement grâce à la coopération internationale, y compris la coopération Sud-Sud.

A. La coopération internationale constitue une obligation pour les États

13. Depuis sa création en 1945, l'Organisation des Nations Unies a toujours souligné l'importance de la coopération internationale. Selon le paragraphe 3 de l'Article 1 de la Charte des Nations Unies, l'un des principaux objectifs de l'Organisation est de réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, culturel ou humanitaire, et en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans discrimination. Il faut donc comprendre que les Articles 55 et 56 de la Charte établissent des obligations juridiques concernant la coopération internationale, les États s'engageant à prendre des mesures individuelles et collectives pour promouvoir la paix, les droits de l'homme et le développement.

14. Cet esprit de solidarité et de coopération internationale trouve également son expression dans divers accords internationaux. Il est inscrit dans la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies, selon

prendre différentes formes, telles que notamment aide financière, formation, services de gestion et systèmes technologiques. Voir Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, « About South-South and triangular cooperation » (www.unsouthsouth.org/about/about-sstc/).

⁹ Pour un aperçu de l'état actuel de l'appui fourni par l'ONU à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire, voir [A/72/297](#).

laquelle les États ont le devoir de coopérer dans les divers domaines des relations internationales, quelles que soient les différences existant entre leurs systèmes politiques, économiques et sociaux. La Déclaration stipule que les États doivent coopérer les uns avec les autres, notamment dans la protection et la promotion des droits de l'homme, dans les domaines économique, social et culturel ainsi que dans celui de la science et de la technologie, et favoriser les progrès de la culture et de l'enseignement dans le monde. Ils doivent conjuguer leurs efforts pour promouvoir la croissance économique, particulièrement dans les pays en développement¹⁰.

15. La coopération internationale est également un principe sous-jacent de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Aux termes de l'article 22, toute personne « a droit à la sécurité sociale ; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays ». L'article 28 stipule par ailleurs que toute personne a droit à ce que règne, sur le plan social et sur le plan international, un ordre tel que tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales puissent être pleinement réalisés.

16. Conformément aux instruments susmentionnés, la coopération internationale a fait l'objet d'une codification régionale et internationale dans divers instruments juridiques et traités relatifs aux droits de l'homme¹¹. Le paragraphe 1 de l'article 2 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (voir la résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale, annexe) est particulièrement pertinent puisqu'il stipule que les États doivent « agir, tant par leurs efforts propres que par l'assistance et la coopération internationales, notamment sur les plans économique et technique [...] », en vue d'assurer le plein exercice des droits reconnus dans le Pacte.

17. À cet égard, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a répété à maintes reprises que « la coopération internationale pour le développement, et partant, la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels est une obligation qui incombe à tous les États »¹². L'importance de la coopération internationale est expressément affirmée dans les articles 11, 15, 22 et 23 du Pacte. Le paragraphe 1 de l'article 11, par exemple, impose aux États de prendre des mesures appropriées pour assurer la réalisation du droit de chacun à un niveau de vie suffisant, « reconnaissant à cet effet l'importance essentielle d'une coopération internationale librement consentie ». Le Rapporteur spécial note que, même si la coopération internationale n'est pas expressément mentionnée, les États ont l'obligation de coopérer pour assurer la réalisation des autres droits reconnus dans le Pacte parce que toutes les dispositions doivent être interprétées à la lumière des obligations juridiques générales énoncées à l'article 2.

B. La coopération internationale dans le contexte du droit au développement

18. L'article 1 de la Déclaration sur le droit au développement définit ce droit comme suit : « Un droit inaliénable de l'homme en vertu duquel toute personne humaine et tous les peuples ont le droit de participer et de contribuer à un

¹⁰ Résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale, annexe, quatrième principe.

¹¹ Voir par exemple la Convention relative aux droits de l'enfant, art. 4 ; la Convention relative aux droits des personnes handicapées, par. 2 de l'article 4 et art. 32 ; et la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, par. 2 de l'article 22.

¹² Comité des droits économiques, sociaux et culturels, observation générale n° 3 sur la nature des obligations des États parties (par. 1 de l'article 2 du Pacte), par. 13 et 14.

développement économique, social, culturel et politique dans lequel tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales puissent être pleinement réalisés, et de bénéficier de ce développement ». À la lumière de cette définition, le droit au développement doit être considéré comme un processus spécifique qui permet de garantir le plein exercice de tous les droits de l'homme en élargissant les capacités et les libertés de tous les êtres humains pour améliorer leur bien-être. En reconnaissant les droits individuels ainsi que les droits collectifs et ceux des générations futures, le droit au développement attire l'attention sur les structures, les processus et les résultats. Il reconnaît l'équité, l'égalité et la justice comme étant des facteurs déterminants du développement¹³.

19. La Déclaration sur le droit au développement souligne l'importance de la coopération entre les personnes, les États et la communauté internationale pour créer des conditions propices à un développement durable, juste, équitable et inclusif. Elle reconnaît que le droit au développement ne peut être réalisé sans une coopération efficace entre les États, et que les États ne peuvent s'acquitter de leurs obligations sans l'appui de la communauté internationale. La Déclaration impose donc aux États une obligation concrète de coopérer pour garantir le plein exercice du droit au développement aux niveaux national et international.

20. Ce devoir de coopération est solidement ancré dans les articles 3, 4 et 6 de la Déclaration. L'article 3 impose aux États de respecter les principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États, de coopérer pour stimuler le développement et lever les obstacles qui l'entravent, et de promouvoir un ordre économique international basé sur l'égalité souveraine, l'interdépendance, l'intérêt mutuel et la coopération entre tous les États. En outre, selon l'article 4, les États sont tenus de prendre des mesures individuelles et collectives pour élaborer des politiques de développement qui facilitent le plein exercice du droit au développement. Cet article souligne également qu'une coopération internationale efficace est essentielle pour donner aux pays en développement les moyens de soutenir comme il se doit leur développement. À l'article 6, il est expressément demandé aux États de coopérer en vue de protéger et de promouvoir tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales sans discrimination.

21. En 1992, la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement¹⁴ a réaffirmé le rôle de la coopération dans la réalisation du droit au développement. À l'article 5, la Déclaration affirme : « Tous les États et tous les peuples doivent coopérer à la tâche essentielle de l'élimination de la pauvreté, qui constitue une condition indispensable du développement durable, afin de réduire les différences de niveaux de vie et de mieux répondre aux besoins de la majorité des peuples du monde. » À cet égard, l'article 6 stipule que la situation et les besoins particuliers des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés et des pays les plus vulnérables sur le plan de l'environnement, doivent se voir accorder une priorité spéciale.

22. En outre, la Déclaration et le Programme d'action de Vienne adoptés en 1993 affirment qu'une coopération internationale et une solidarité efficaces sont nécessaires à la réalisation du droit au développement pour tous. Il est indiqué dans

¹³ Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), *Realizing the Right to Development* (Réaliser le droit au développement) (New York et Genève, 2013), p. 67 à 73. Consultable en anglais à l'adresse suivante : www.ohchr.org/Documents/Publications/RightDevelopmentInteractive_EN.pdf.

¹⁴ *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992*, vol. I, *Résolutions adoptées par la Conférence* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et rectificatif), résolution 1, annexe I.

la Déclaration qu'une coopération internationale renforcée et soutenue est indispensable pour la paix et la sécurité, les droits de l'homme et le développement, qui constituent les trois domaines d'action et principaux objectifs de l'ONU¹⁵. À cet égard, la Déclaration de Vienne demande à la communauté internationale, aux États, aux organisations internationales et aux organisations non gouvernementales de coopérer efficacement, notamment en ce qui concerne l'exercice des droits de l'homme, la réalisation du droit au développement et l'élimination des obstacles au développement¹⁶.

23. Plus récemment, la coopération internationale dans le contexte du développement durable a été inscrite et réaffirmée dans les quatre documents directifs adoptés au niveau international en 2015. Ces documents impriment un nouvel élan à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire comme moyen de réaliser le droit au développement.

24. Le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement rappelle expressément l'importance de la coopération Sud-Sud en ce qu'elle vient compléter la coopération Nord-Sud et constitue un élément essentiel de la coopération internationale pour le développement (voir résolution 69/313 de l'Assemblée générale, annexe, par. 56). S'agissant de la coopération internationale dans le domaine fiscal, par exemple, le Programme reconnaît « la nécessité d'une assistance technique par le canal de la coopération multilatérale, régionale, latérale et Sud-Sud, en fonction des différents besoins des pays » (ibid., par. 28). Il encourage également les pays en développement à accentuer volontairement leurs efforts visant à renforcer la coopération Sud-Sud dans divers domaines, notamment l'élimination de la pauvreté, le développement durable, la science, la recherche, la technologie et l'innovation (ibid., par. 57 et 120). À cet égard, il engage les États à améliorer l'efficacité de cette coopération sur le plan du développement conformément aux dispositions du document final de Nairobi issu de la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud (ibid., par. 57).

25. Le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe souligne que la coopération sous ses différentes formes est déterminante en ce qu'elle aide les États, les collectivités et les entreprises à réduire les risques de catastrophe (voir résolution 69/283 de l'Assemblée générale, annexe II, par. 8 et 44). En particulier, les pays en développement exposés aux catastrophes ont besoin de la coopération internationale et de partenariats durables au niveau régional pour renforcer leurs capacités d'intervention et de relèvement et appliquer le Cadre conformément à leurs priorités nationales et à leurs besoins (ibid., par. 41). Dans ce cadre, les États sont invités à renforcer la coopération dans les domaines de la gouvernance, de la gestion et de la réduction des risques de catastrophe (ibid., par. 26, 28 et 44). Complétés par la coopération Nord-Sud et la coopération triangulaire, les partenariats Sud-Sud jouent un rôle clef en ce sens qu'ils étayent les capacités nationales et mobilisent le potentiel des pays en matière de gestion des risques de catastrophe et qu'ils « améliorent le bien-être social, sanitaire et économique de l'individu, de la société et des pays » (ibid., par. 44).

26. De même, l'Accord de Paris sur les changements climatiques reconnaît l'importance de la coopération internationale aux efforts d'adaptation, en accordant une attention particulière aux besoins des pays en développement. Tous les États parties et les entités spécialisées des Nations Unies sont vivement encouragés à intensifier leur coopération, notamment afin d'échanger des renseignements, des bonnes pratiques, des expériences et des enseignements, de renforcer les dispositifs

¹⁵ A/CONF.157/24 (Part I), chap. III, par. 1.

¹⁶ Ibid., par. 10, 13 et 73, entre autres.

institutionnels pertinents qui contribuent à fournir des informations, des conseils et une assistance technique, d'améliorer les connaissances scientifiques sur le climat afin d'éclairer la prise de décisions, d'aider les pays en développement à recenser les bonnes pratiques et à les appliquer, d'accroître l'efficacité et la pérennité des mesures d'adaptation, de faciliter la mise au point et le transfert de technologies, d'améliorer la compréhension, l'action et l'appui eu égard aux pertes et préjudices liés aux effets néfastes des changements climatiques et de promouvoir l'éducation, la formation et la sensibilisation dans le domaine des changements climatiques (articles 7 6) à 8), 10 2), 8 3) et 4) et 12).

27. Enfin, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (voir résolution 70/1 de l'Assemblée générale) reconnaît qu'il ne peut y avoir de développement durable sans un engagement ferme en faveur des partenariats mondiaux et de la coopération internationale. Les objectifs de développement durable visent à renforcer la coopération internationale afin de soutenir la mobilisation des ressources et des capacités nationales pour atteindre les cibles des objectifs. Bien que la coopération internationale soit mentionnée dans divers objectifs de développement durable, l'objectif 17 est particulièrement important car il vise à renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et à le revitaliser. La coopération Sud-Sud est expressément mentionnée concernant la mobilisation de ressources financières supplémentaires pour les pays en développement, le partage des connaissances et l'accès à la science, à la technologie et à l'innovation, et le renforcement des capacités des pays en développement pour appuyer les plans d'action nationaux¹⁷.

V. Intégration du droit au développement dans la coopération Sud-Sud

A. Obstacles à la coopération Sud-Sud

28. Tout en reconnaissant que le cadre conceptuel de la coopération Sud-Sud est prometteur car il reflète nombre des principes inscrits dans le droit au développement, tels que l'égalité, l'inclusion, la participation, la maîtrise nationale et l'autodétermination, le Rapporteur spécial note cependant qu'il importe de faire une distinction entre les idées normatives et la pratique sur le terrain. À mesure que la coopération Sud-Sud s'élargit et s'institutionnalise, les décideurs et les autres parties prenantes se heurtent à des obstacles qui risquent de saper les principes fondateurs de cette coopération si rien n'est fait pour les surmonter. Quelques-uns des grands problèmes recensés par le Rapporteur spécial, en se plaçant du point de vue du droit au développement, concernent l'inégalité des rapports de force et le partage inégal des avantages, l'absence de participation véritable, les incidences négatives sur les droits de l'homme et les difficultés à suivre et évaluer la coopération Sud-Sud¹⁸.

29. On peut craindre que la coopération Sud-Sud ne contribue aux disparités entre les pays du Sud. Elle vise à abandonner la relation donateur-bénéficiaire qui caractérise souvent la coopération Nord-Sud. Cependant, la diversité des pays participant à la coopération Sud-Sud et l'inégalité de leurs rapports sont parfois

¹⁷ Voir résolution 71/313 de l'Assemblée générale, cibles 17.6 et 17.9 et indicateur 17.3.1.

¹⁸ On trouvera des exemples concrets de ces problèmes dans le rapport suivant : CSO Partnership for Development Effectiveness and The Reality of Aid, *Policy Research on Operationalizing People-Oriented South-South Development Cooperation* (2018). Voir http://docs.wixstatic.com/ugd/9f29ee_8fe806c99632427e9e734a8df04d2b7d.pdf.

minimisées¹⁹. De fait, le monde du Sud est considéré comme un groupe de plus en plus hétérogène de pays ayant des expériences, des intérêts, des besoins et des niveaux de développement différents²⁰. En particulier, les pays émergents dépassent de nombreux pays en développement en termes de capacité économique et d'influence politique. Ce déséquilibre signifie que les partenaires de la coopération Sud-Sud ne sont pas forcément égaux dans la pratique et que les avantages mutuels ne se traduisent pas toujours par un partage équitable des avantages²¹. Le Rapporteur spécial souligne qu'il importe de prendre en compte ces asymétries, surtout dans la coopération Sud-Sud entre les pays émergents et les pays moins avancés, faute de quoi cette coopération risque d'être dominée par certains pays et de devenir plus prescriptive, conditionnelle et dictée par l'intérêt de ces pays. Cette tendance a déjà été observée dans la coopération Sud-Sud portant sur de grands projets énergétiques et d'infrastructure menés par des pays émergents dans des pays importants pour eux sur le plan stratégique et économique. Dans ces initiatives, les subventions et les prêts consentis à des conditions libérales sont souvent liés à l'achat de biens et de services, ce qui signifie que les avantages pour les économies locales risquent d'être limités²².

30. On craint en outre que la société civile ainsi que les collectivités et les personnes concernées ne soient pas toujours suffisamment associées à la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des initiatives de coopération Sud-Sud. C'est notamment le cas dans les pays où la société civile manque de capacités ou lorsque l'espace civique est de plus en plus restreint, ce qui empêche la société civile de participer activement au débat général sur l'action à mener et à la prise de décisions aux niveaux national et local. Dans de telles situations, la coopération Sud-Sud risque de bénéficier aux élites qui la contrôlent au lieu de créer de véritables partenariats multipartites dans l'intérêt de l'ensemble de la population, des communautés locales et des plus marginalisés²³.

31. Certaines initiatives lancées dans le cadre de la coopération Sud-Sud peuvent même faire obstacle à l'exercice des droits de l'homme et au développement durable lorsqu'elles ne sont pas mises en œuvre conformément au principe du droit au développement. En particulier, les grands projets d'infrastructure auxquels participe le secteur privé ont été critiqués pour leurs incidences négatives sur les droits de l'homme. Les questions souvent mises en cause concernent les droits des travailleurs, les atteintes aux droits des autochtones, le manque de transparence et de concertation des populations touchées, les déplacements forcés et le manque d'options de réinstallation ou l'insuffisance des indemnités, les effets négatifs sur la sécurité alimentaire causés par la destruction des ressources naturelles et l'impact négatif des émissions, des déversements d'hydrocarbures et de la pollution de l'eau et du sol sur la santé et l'environnement (voir A/HRC/31/60/Add.1, par. 75).

32. Enfin, le Rapporteur spécial note que le suivi et l'évaluation de la coopération Sud-Sud peuvent poser des problèmes. Selon le Programme des Nations Unies pour

¹⁹ Institut danois d'études internationales, « Addressing the dilemmas in South-South cooperation » (septembre 2015). Voir www.files.ethz.ch/isn/193920/South_south_final_for_web.pdf.

²⁰ HCDH, *Realizing the Right to Development* (note 13 ci-dessus), p. 191 et 192.

²¹ Bureau régional pour l'Afrique du Bureau international du Travail, *South-South Cooperation for Decent Work in Africa* (Coopération Sud-Sud pour un travail décent en Afrique) (2017), p. 11. Consultable en anglais à l'adresse : http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---africa/---ro-addis_ababa/documents/publication/wcms_553630.pdf.

²² « Addressing the dilemmas in South-South cooperation » (note 19 ci-dessus) ; Policy Research on Operationalizing People-Oriented South-South Development Cooperation (note 18 ci-dessus), p. 11.

²³ Voir par exemple The Reality of Aid, *South-South Cooperation: A Challenge to the Aid System?* (La coopération Sud-Sud : un obstacle au système d'aide ?) (2010), consultable à l'adresse suivante : www.realityofaid.org/roa_report/south-south-development-cooperation-a-challenge-to-the-aid-system (en anglais) ; Fahamu Networks for Social Justice, *African Civil Society Engagement with Emerging Powers* (2017), consultable à l'adresse suivante : www.fahamu.org/wp-content/uploads/2018/01/CSOs_EP_2017-1-1.pdf.

le développement (PNUD), certaines des principales difficultés à cet égard tiennent à la diversité des modalités de la coopération Sud-Sud et à l'absence d'une définition universellement acceptée, au manque de données probantes sur la coopération Sud-Sud, à l'absence de mécanismes de suivi et d'évaluation structurés ou de systèmes de gestion de l'information, et au manque d'expérience ou de capacités institutionnelles des partenaires du Sud²⁴. Tout en reconnaissant la complexité de la tâche consistant à mesurer, suivre et évaluer la coopération Sud-Sud, le Rapporteur spécial estime que la collecte de données ventilées et la mise en place de dispositifs de suivi et d'évaluation de la coopération Sud-Sud transparents et participatifs contribueraient à promouvoir le droit au développement dans tous les pays et tous les groupes de la société.

B. Nécessité d'intégrer le droit au développement dans la coopération Sud-Sud

33. Pour relever ces défis, combler ces lacunes et répondre à ces préoccupations, le Rapporteur spécial souligne qu'il est urgent de considérer les politiques, programmes et initiatives de coopération Sud-Sud sous l'angle du droit au développement. À cette fin, il recommande aux États et aux autres parties prenantes d'articuler la conception, le financement, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des mécanismes de coopération Sud-Sud autour des principes des droits de l'homme inscrits dans le droit au développement. Une telle approche vise à renforcer et compléter nombre des principes inscrits dans le cadre conceptuel de la coopération Sud-Sud.

34. Le Rapporteur spécial estime que la prise en compte du droit au développement fournit un cadre conceptuel pour le développement durable qui repose sur les normes internationales relatives aux droits de l'homme et vise à promouvoir et à protéger le droit au développement en vue de contribuer à la réalisation de tous les droits de l'homme. L'intégration d'une telle perspective dans la coopération Sud-Sud serait bénéfique car cela implique que :

a) Les programmes, les politiques et les projets de coopération Sud-Sud doivent promouvoir une approche globale du développement qui ne se limite pas à la croissance économique et définit le développement comme un vaste processus économique, social, culturel et politique visant à améliorer le bien-être humain, à renforcer les capacités individuelles et à assurer la réalisation des droits de l'homme. L'égalité, la justice et l'équité doivent donc être des facteurs déterminants du développement ;

b) L'amélioration constante du bien-être humain et la réalisation des droits de l'homme doivent figurer parmi les principaux objectifs à prendre en compte pour concevoir et formuler des politiques, programmes et activités de coopération Sud-Sud. Il faut accorder la même attention à la réalisation des droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques ;

c) Les initiatives lancées dans le cadre de la coopération Sud-Sud doivent identifier les détenteurs de droits et leurs droits, ainsi que les titulaires d'obligations et leurs obligations. Elles doivent également contribuer à renforcer la capacité des détenteurs de droits de participer pleinement aux mécanismes de coopération Sud-

²⁴ PNUD, « Monitoring and evaluation mechanisms for South-South and triangular development cooperation: lessons from Brazil for the 2030 Agenda » (Mécanismes de suivi et d'évaluation de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire : enseignements à tirer de l'expérience du Brésil pour le Programme 2030) (octobre 2016), p. 9. Disponible en anglais à l'adresse suivante : www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/development-impact/ssc-M-E-lessons_from_Brazil.html.

Sud et de faire valoir leurs droits, tout en permettant aux titulaires d'obligations de remplir leurs obligations ;

d) Les mécanismes de coopération Sud-Sud doivent être guidés par des principes et des normes issus d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, y compris le droit au développement, tout au long des phases de planification, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation. Ils doivent donc se conformer aux principes de transparence et de responsabilité, garantir l'égalité et la non-discrimination, assurer la participation effective et éclairée de tous les acteurs concernés à la prise de décisions, promouvoir l'équité et l'inclusion, mobiliser le maximum de ressources disponibles, assurer un partage juste et équitable des avantages, être assortis de procédures de diligence raisonnable et de mesures de protection contre les incidences négatives sur les droits de l'homme, et prévoir des mécanismes de responsabilisation et des recours efficaces en cas d'atteinte aux droits de l'homme dans le cadre d'initiatives de coopération Sud-Sud ;

e) Les mécanismes de coopération Sud-Sud doivent accorder une attention particulière à la mise en évidence des discriminations et des inégalités qui font obstacle à la réalisation du droit au développement, et à la nécessité de faire face à ces problèmes. À cet égard, les initiatives de coopération Sud-Sud doivent prendre des mesures concrètes pour promouvoir les droits de l'homme et un développement durable pour ceux qui ont été laissés de côté ;

f) Il faut évaluer la coopération Sud-Sud en tenant compte non seulement des résultats obtenus en matière de développement mais aussi des mécanismes utilisés. Le respect des engagements pris par les États dans le cadre des programmes, des politiques et des activités de coopération Sud-Sud doit être contrôlé et évalué à la lumière des instruments relatifs aux droits de l'homme et des recommandations pertinentes émanant des mécanismes de protection des droits de l'homme.

35. Le Rapporteur spécial souligne que le droit au développement ne signifie pas qu'il existe une seule façon de mettre en œuvre les initiatives Sud-Sud. Il s'agit d'examiner les structures, les processus et les résultats sous l'angle du droit au développement, étant entendu que des approches différentes seront nécessaires pour intégrer ce droit dans la coopération Sud-Sud. La meilleure façon de procéder dépendra du secteur, de la situation et des besoins locaux, des ressources disponibles et des différents acteurs en présence.

36. La coopération Sud-Sud n'étant généralement pas abordée sous l'angle des droits de l'homme, il existe peu d'études et de directives sur la prise en compte du droit au développement. Tout en notant que de plus amples recherches s'imposent, le Rapporteur spécial souligne qu'il existe beaucoup d'informations sur les stratégies et les méthodes employées pour appliquer une approche axée sur les droits de l'homme à la coopération au service du développement²⁵. Les méthodes recensées dans ce domaine, telles que notamment la budgétisation participative, les études d'impact sur les droits de l'homme et l'égalité et les plans d'action pour l'égalité des sexes, peuvent également s'avérer utiles pour promouvoir la réalisation du droit au développement dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

²⁵ Pour un aperçu de ces méthodes, voir par exemple Leuven Centre for Global Governance Studies, « Integrating human rights into development cooperation » (Intégrer les droits de l'homme dans la coopération au service du développement) (avril 2014), consultable en anglais à l'adresse suivante : https://ghum.kuleuven.be/ggs/publications/research_reports/stp-report-integrating-hr-in-devcoop.pdf.

VI. Possibilités qu'offre la coopération Sud-Sud pour la réalisation du droit au développement

37. Le Rapporteur spécial est convaincu que la coopération Sud-Sud est riche de promesses pour l'avenir, à condition qu'elle soit mise en œuvre dans le respect du droit au développement, comme il est souligné plus haut. La présente section examine les possibilités qu'offre la coopération Sud-Sud pour promouvoir la réalisation de ce droit dans le monde du Sud. On y trouvera également des exemples concrets de bonnes pratiques qui montrent comment la coopération Sud-Sud peut contribuer à la réalisation du droit au développement en aidant à progresser concrètement dans les domaines du développement durable, des droits de l'homme et de la mise en œuvre des documents finals adoptés au niveau international en 2015.

38. Bien que le Rapporteur spécial n'ait pas encore élaboré un cadre complet permettant d'évaluer les bonnes pratiques, il a recensé plusieurs éléments de bonnes pratiques à prendre en compte pour analyser la coopération Sud-Sud sous l'angle du droit au développement.

39. Le droit au développement nécessite un ensemble intégré et global de politiques et programmes de développement humain visant à promouvoir la réalisation des droits de l'homme pour tous. Il faut donc des politiques, des programmes et des activités de coopération Sud-Sud qui soient conçus, mis en œuvre, suivis et évalués de manière participative, responsable, transparente et inclusive. La coopération Sud-Sud doit reposer sur les principes de non-discrimination et d'égalité pour garantir que ceux qui sont laissés pour compte reçoivent une attention particulière et que tous les individus et toutes les communautés participent effectivement aux partenariats Sud-Sud et en bénéficient sur un pied d'égalité. En outre, il convient d'allouer aux politiques et aux programmes les ressources financières et économiques nationales – et internationales, si nécessaire – voulues, et ce d'une manière qui traduise une véritable volonté politique et un véritable souci de transparence. Les partenariats Sud-Sud doivent comporter des cadres de responsabilité qui permettent de demander des comptes aux débiteurs d'obligations, y compris au moyen de mécanismes judiciaires ou quasi judiciaires, et offrir des voies de recours efficaces à tous ceux qui sont touchés par ces partenariats. Enfin, les initiatives Sud-Sud doivent produire des résultats : elles doivent permettre aux pays en développement d'atteindre leurs objectifs de développement par une action concertée, tout en promouvant l'équité, la justice et le bien-être pour tous grâce à la réalisation de leurs droits fondamentaux.

A. Nouveaux partenariats multipartites pour un développement durable

40. Dans son premier rapport au Conseil des droits de l'homme (A/HRC/36/49), le Rapporteur spécial a souligné que la coopération, des partenariats redynamisés et une approche participative multipartite étaient des conditions préalables à la réalisation du droit au développement. Puisqu'une approche multipartite est l'un des principes fondamentaux, la coopération Sud-Sud est la mieux à même de créer des partenariats multipartites pour le développement durable basés sur la solidarité, l'égalité et des objectifs de développement communs, et de renforcer ceux qui existent.

41. Par exemple, le renforcement de la coopération Sud-Sud conduit à la mise en place de nouveaux mécanismes et cadres de collaboration qui facilitent l'émergence de formes plus structurées et plus dynamiques de coopération en matière de développement au niveau interrégional. Dans son récent rapport au Conseil économique et social intitulé « Tendances et progrès en matière de coopération internationale pour le développement », le Secrétaire général a souligné que ces

cadres interrégionaux offraient des plateformes de haut niveau pour l'échange de connaissances entre les partenaires du Sud, faisant participer des acteurs étatiques comme non étatiques, notamment des parlementaires, des représentants de la société civile, des autorités locales, des femmes et des jeunes, ainsi que des représentants du secteur privé (E/2018/55, par. 44). De fait, les forums et sommets interrégionaux Sud-Sud²⁶ peuvent faciliter l'élaboration de programmes de développement communs et de stratégies de développement cohérentes, la coordination des politiques, la mobilisation de ressources pour le développement durable et le lancement d'initiatives de développement conjointes²⁷. Le nombre grandissant de banques et fonds multilatéraux de développement créés et détenus par des pays du Sud²⁸ peut également contribuer pour beaucoup à soutenir l'action menée en faveur d'un développement durable, notamment en mobilisant des ressources, en fournissant un appui aux initiatives et projets transfrontières et en adoptant des approches novatrices pour rendre plus efficace la coopération en matière de développement²⁹.

42. La coopération Sud-Sud offre également une excellente occasion de renforcer au niveau mondial les partenariats pour le développement durable créés à l'initiative de pays du Sud. Par le biais des modalités de coopération triangulaire, les partenaires de la coopération Sud-Sud peuvent rassembler les pays en développement, les institutions multilatérales et les pays donateurs traditionnels. Ces partenariats peuvent appuyer les efforts Sud-Sud en faveur d'un développement durable en fournissant des fonds, une formation, des systèmes informatiques de gestion et d'autres formes d'aide³⁰.

43. En outre, les échanges de connaissances Sud-Sud permettent aux pays de partager les bonnes pratiques en créant des approches multipartites participatives et inclusives qui contribuent à un développement durable. Cela pourrait aider à diffuser les pratiques prometteuses recensées par le Bureau des Nations Unies pour la coopération, telles que la budgétisation participative ou le pacte national du Costa Rica pour la réalisation des objectifs de développement durable³¹.

44. Le Rapporteur spécial souligne que, grâce à la création et au renforcement des partenariats multipartites, la coopération Sud-Sud peut contribuer pour beaucoup à la mise en œuvre du cadre stratégique adopté en 2015 et à la réalisation du droit au développement. Cependant, ce potentiel ne peut être exploité que si ces partenariats prennent en compte le droit au développement. Cela signifie qu'ils doivent : a) garantir l'accès à l'information et la participation effective de tous les acteurs concernés à tous les niveaux de la prise de décisions ; b) autonomiser et inclure les

²⁶ On peut citer par exemple le Sommet du Forum Inde-Afrique, le Forum sur la coopération sino-africaine, le Forum Chine-CELAC (Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes), le Sommet Amérique du Sud-pays Arabes, le Sommet du groupe BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) et le Sommet Inde, Brésil et Afrique du Sud.

²⁷ Voir E/2018/55, par. 44, et résumé du colloque de haut niveau du Forum pour la coopération en matière de développement du Conseil économique et social, tenu du 6 au 8 septembre 2017, p. 2. Consultable en anglais à l'adresse suivante : www.un.org/ecosoc/sites/www.un.org.ecosoc/files/files/en/dcf/dcf-argentina-summary.pdf.

²⁸ Par exemple la Nouvelle Banque de développement, la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, la Société andine de développement, la Banque islamique de développement et l'Alliance financière de l'Afrique pour les changements climatiques (Africa Financial Alliance for Climate Change) récemment créée par le Groupe de la Banque africaine de développement.

²⁹ Voir E/2018/55, par. 42, et résumé du colloque de haut niveau du Forum pour la coopération en matière de développement (note 27 ci-dessus), p. 5.

³⁰ Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, « About South-South and triangular cooperation » (www.unsouthsouth.org/about/about-sstc/).

³¹ Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, *Good Practices in South-South and Triangular Cooperation for Sustainable Development* (Bonnes pratiques en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire pour un développement durable) (mai 2016), consultable à l'adresse suivante : <https://drive.google.com/file/d/0B-buqyoV0jpSWE9FM2tHSUhCUW8/view> (en anglais).

communautés et les individus les plus vulnérables et les plus marginalisés ; c) assurer une répartition juste et équitable des risques et des avantages entre tous les partenaires ; d) être assortis de mécanismes de responsabilisation. Si ces conditions sont remplies, les partenariats multipartites Sud-Sud peuvent conduire à un développement plus inclusif et plus durable en donnant aux acteurs clefs les moyens de participer activement au développement de leur propre pays, d'y contribuer et d'en bénéficier. Ce faisant, ils peuvent aider à égaliser les chances et à réduire les inégalités, tant au niveau national qu'entre pays. Cela peut également conduire à un changement en profondeur du mode de fonctionnement de la coopération multilatérale au service du développement.

Fonds IBAS pour l'atténuation de la pauvreté et la lutte contre la faim

45. Le Fonds IBAS (Inde, Brésil et Afrique du Sud) pour l'atténuation de la pauvreté et la lutte contre la faim est un bon exemple de partenariat interrégional Sud-Sud pour le développement durable appuyé par le système des Nations Unies. Le Fonds vise à créer de nouveaux partenariats pour le développement en facilitant l'exécution de projets reproductibles et évolutifs pouvant être diffusés dans les pays en développement intéressés en tant qu'exemples de bonnes pratiques pour la lutte contre la pauvreté et la faim³². Ces projets sont guidés par la demande et ont des objectifs divers, tels que l'amélioration de la sécurité alimentaire, la lutte contre le VIH/sida ou l'élargissement de l'accès à l'eau potable, le but ultime étant de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable. Ils sont mis en œuvre dans le cadre de partenariats entre le PNUD, les collectivités locales, les institutions nationales et les partenaires de réalisation. Les bénéficiaires participent également aux projets et une attention particulière est accordée au renforcement de leurs capacités³³. La récente déclaration de l'Inde, du Brésil et de l'Afrique du Sud sur la coopération Sud-Sud réaffirme l'importance de la maîtrise des projets par les pays, notant que, pour être durables, les projets financés par le Fonds IBAS doivent associer les parties prenantes dans les pays partenaires à tous les stades du projet – lancement, exécution et fourniture des services³⁴.

46. En Guinée-Bissau, le Fonds IBAS a facilité les partenariats avec les communautés rurales dans le cadre de projets visant à créer des capacités agricoles au niveau local, à réduire l'insécurité alimentaire et à améliorer les moyens de subsistance. Les projets ont accru la production agricole du pays en formant plus de 4 500 agriculteurs locaux (dont 60 % de femmes) aux techniques agricoles, ce qui a permis d'accroître la production de riz de 12 %. Ils ont également favorisé la diversification de la production en offrant la possibilité de développer de nouvelles cultures, remis en état des terres basses pour les cultiver et formé les agriculteurs partenaires dans des domaines tels que la gestion de l'eau et la transformation et la conservation des produits agricoles³⁵.

47. Pour l'exécution de ces projets, le Fonds a appliqué des méthodes tenant compte du droit au développement : les activités étaient conçues suivant une démarche

³² Voir « About IBSA Trust Fund » (<http://tcde2.undp.org/IBSA/about/about.htm>) et Fonds IBAS, « 2017 overview of project portfolio » (Aperçu du portefeuille de projets, 2017), p. 2, consultable à l'adresse suivante : <https://drive.google.com/file/d/0B-buqyoV0jpSMDZsNEhNR2YxS2s/view> (en anglais).

³³ Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, « Dispositif IBAS pour l'atténuation de la pauvreté et la lutte contre la faim » (www.unsouthsouth.org/partner-with-us/ibas/).

³⁴ Déclaration de l'Inde, du Brésil et de l'Afrique du Sud sur la coopération Sud-Sud, 5 juin 2018, consultable à l'adresse suivante : www.mea.gov.in/bilateral-documents.htm?dtl/29955/IBSA_Declaration_on_SouthSouth_Cooperation (en anglais).

³⁵ Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, *Good Practices in South-South and Triangular Cooperation for Sustainable Development* (note 31 ci-dessus), p. 7 et 8 ; IBSA Fund, « 2017 overview of project portfolio » (note 32 ci-dessus), p. 42 à 45.

participative dans laquelle les villageois participaient à l'élaboration des spécifications, à la détermination de la demande et à l'exécution des activités en collaboration avec les ministères, les décideurs et les principales administrations compétentes. Les projets concluants étaient mis en œuvre dans d'autres villages. Les projets ultérieurs ont tiré parti des succès remportés ou expérimenté de nouvelles approches en cas de plus grandes difficultés. Les projets avaient également une composante responsabilisation, grâce à la signature d'un accord de responsabilité mutuelle entre les villages et les partenaires gouvernementaux. Ils étaient évalués avec la participation des acteurs concernés afin de vérifier les résultats obtenus sur le plan du développement et le respect de principes tels que la maîtrise et la direction nationales, l'égalité, l'horizontalité et l'absence de conditions³⁶.

B. Plateforme d'échange de bonnes pratiques

48. Le Rapporteur spécial souligne qu'il importe de garder à l'esprit l'énorme potentiel qu'offre la coopération Sud-Sud pour recenser, partager et reproduire les pratiques exemplaires pour la mise en œuvre des documents finals adoptés au niveau international en 2015 et la réalisation du droit au développement.

49. Les pays en développement et les pays émergents sont devenus des acteurs clefs et des modèles importants en ce qui concerne les pratiques optimales pour promouvoir un développement durable aux niveaux national, régional et mondial. Ils ont introduit des pratiques de développement diverses et novatrices dans leurs politiques, leurs institutions et leurs programmes. Ces approches sont des solutions viables pour progresser sur la voie du développement durable dans les pays du Sud. Les initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire sont essentielles à cet égard car elles visent à mobiliser les connaissances, les compétences spécialisées et le savoir-faire technique des pays en développement dans le cadre d'échanges et d'un apprentissage mutuel. La coopération Sud-Sud permet donc aux pays en développement de se soutenir activement en diffusant les politiques, les stratégies et les programmes de développement qui se sont avérés efficaces pour accélérer le développement durable dans leurs propres pays et régions. Cette transmission horizontale du savoir est cruciale pour apporter aux problèmes de développement des solutions novatrices et pratiques qui peuvent être adaptées et reproduites dans différents contextes³⁷.

Partage des bonnes pratiques concernant les programmes de repas scolaires

50. Les initiatives lancées par le Brésil pour développer les programmes de repas scolaires offrent un exemple concret de la manière dont la coopération Sud-Sud contribue au partage des bonnes pratiques.

51. La Déclaration sur le droit au développement et le programme de développement durable à l'horizon 2030 reconnaissent que la faim et la pauvreté sont les principaux obstacles à la réalisation du développement durable et du droit au développement dans le monde. L'expérience montre que les initiatives de coopération Sud-Sud sont un outil indispensable aux pays en développement pour lutter contre la faim et assurer le droit à l'alimentation grâce à une action concertée. Par exemple, la coopération Sud-Sud dans le domaine des programmes de repas scolaires a aidé divers pays en

³⁶ Ibid.

³⁷ Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, *Good Practices in South-South and Triangular Cooperation for Sustainable Development* (note 31 ci-dessus) ; PNUD, « Frequently asked questions: South-South and triangular cooperation », consultable en anglais à l'adresse suivante : www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/poverty-reduction/development_cooperationandfinance/frequently-asked-questions--south-south-cooperation.html.

développement à avancer dans la réalisation de leurs objectifs de développement en tirant parti de l'expérience et des connaissances du Brésil.

52. Le Brésil a réalisé d'importants progrès dans la lutte contre la faim et l'amélioration de la sécurité alimentaire depuis la mise en œuvre de sa stratégie d'élimination de la faim (« Faim zéro ») et l'expansion du programme national de repas scolaires³⁸. Le modèle brésilien utilise les programmes de repas scolaires comme dispositif de protection sociale qui améliore la santé et la sécurité alimentaire des ménages tout en promouvant le droit des enfants les plus vulnérables à l'éducation. De fait, des études menées au Brésil montrent que la fourniture, dans le cadre de ces programmes, de repas scolaires, de collations en milieu de matinée et de rations à emporter peut lutter contre la faim à court terme, améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, accroître les capacités de concentration et d'apprentissage des enfants et améliorer leurs résultats scolaires, réduire l'absentéisme et accroître les taux de scolarisation des filles. Ces effets positifs sont particulièrement sensibles chez les enfants pauvres qui souffrent de sous-alimentation chronique³⁹. Le modèle brésilien stipulant qu'au moins 30 % des aliments distribués dans le cadre des programmes de repas scolaires doivent être fournis par des petits agriculteurs locaux, ces programmes stimulent également l'économie locale en améliorant les moyens de subsistance et en accroissant la production agricole à petite échelle⁴⁰. Compte tenu de ce succès, les organismes des Nations Unies ont souvent cité les programmes de repas scolaires brésiliens comme exemples de bonnes pratiques qui devraient être adaptés et reproduits dans d'autres pays.

53. Depuis 2009, les initiatives de coopération Sud-Sud appuyées par le Gouvernement brésilien et le Centre d'excellence pour la lutte contre la faim du Programme alimentaire mondial (PAM) ont aidé à diffuser et à adapter le modèle brésilien de programmes de repas scolaires dans d'autres pays en développement. Les initiatives Sud-Sud visent à forger des partenariats qui permettent de partager les connaissances, le savoir-faire technique, les politiques et les pratiques du Brésil en matière de repas scolaires avec d'autres pays en développement. Grâce au renforcement des capacités et à l'assistance technique, le programme brésilien a conduit à la mise en place de programmes de repas scolaires dans 14 pays de la région en tenant dûment compte des besoins locaux, des objectifs nationaux et de la participation de la population locale et de la société civile⁴¹.

54. Selon le PAM, plus de 28 pays en développement ont fait appel au savoir-faire du Brésil en 2016⁴². Le succès des systèmes d'approvisionnement local pour les

³⁸ Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, Note d'information n° 01, « Countries tackling hunger with a right to food approach » (Les pays luttent contre la faim sous l'angle du droit à l'alimentation) (2010), p.8, consultable en anglais à l'adresse suivante : http://www2.ohchr.org/english/issues/food/docs/Briefing_Note_01_May_2010_EN.pdf.

³⁹ Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, *Good Practices in South-South and Triangular Cooperation for Sustainable Development* (note 31 ci-dessus), p. 23.

⁴⁰ PAM, « Home grown school feeding resource framework: synopsis – March 2017 », p. 3, consultable en anglais à l'adresse suivante : <https://docs.wfp.org/api/documents/49c79dff999d42fca7da58853d7fa255/download/>.

⁴¹ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), « FAO's South-South and triangular cooperation strategy in action » (Coopération Sud-Sud et stratégie triangulaire de la FAO sur le terrain) (2016), p. 8 et 9, consultable en anglais à l'adresse suivante : www.fao.org/3/a-i6249e.pdf ; Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, *Good Practices in South-South and Triangular Cooperation for Sustainable Development* (note 32 ci-dessus), p. 11 et 12 et 23 et 24.

⁴² PAM, « South-South and triangular cooperation for food security and nutrition » (Coopération Sud-Sud et coopération triangulaire pour la sécurité alimentaire et la nutrition) (2016), p. 4, consultable en anglais à l'adresse suivante : https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/communications/wfp289623.pdf?_ga=2.89909021.720148991.1499245980-521485542.1485772073.

programmes de repas scolaires brésiliens a également inspiré des initiatives de coopération Sud-Sud dans d'autres régions comme le programme Acheter aux Africains pour l'Afrique, qui vise à améliorer l'accès des petits agriculteurs au marché tout en améliorant la sécurité alimentaire des écoliers grâce à des programmes de repas scolaires à base de produits locaux en Éthiopie, au Malawi, au Mozambique, au Niger et au Sénégal. Cette initiative Sud-Sud est une collaboration entre le Gouvernement brésilien et les pays participants, avec l'appui de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du PAM et du Royaume-Uni dans le cadre d'un partenariat triangulaire. Le programme a contribué pour beaucoup à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en fournissant des repas à base de produits locaux à 420 écoles et en accroissant de 114 % en moyenne le rendement de plus de 5 500 exploitations familiales. Le programme met l'accent sur le renforcement des capacités et la participation des populations locales, ce qui est important pour assurer la viabilité, l'expansion à long terme et des partenariats durables⁴³.

55. Constatant le succès de ces initiatives Sud-Sud, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a noté que les repas scolaires étaient en train de changer la manière dont les pays les plus pauvres faisaient face au défi que posent la faim et la pauvreté, conjugué à une agriculture à petite échelle, en s'inspirant des succès remportés et des enseignements tirés de l'expérience des dispositifs mis en place dans les pays du Sud comme le Brésil⁴⁴. À cet égard, le Rapporteur spécial souligne que les initiatives Sud-Sud relatives aux programmes de repas scolaires peuvent aider à faire du droit au développement une réalité dans les pays du Sud en contribuant à promouvoir plusieurs droits de l'homme et en donnant des moyens d'action aux populations locales et aux jeunes générations, conformément au Programme 2030. Si elles sont mises en œuvre dans le respect du droit au développement, ces initiatives contribueront non seulement à la promotion des droits à l'alimentation et à l'éducation, mais aussi à l'intégration économique et à la réduction de la pauvreté et des inégalités.

C. Nouvelles solutions pour faire face aux tendances mondiales défavorables et aux nouveaux problèmes de développement qui dépassent les frontières nationales et régionales

56. Dans son premier rapport au Conseil des droits de l'homme, le Rapporteur spécial a recensé quelques-unes des tendances mondiales qui constituent des obstacles à la réalisation du droit au développement dans le monde, notamment la crise économique et financière mondiale, l'austérité, les changements climatiques et les catastrophes naturelles, les nouvelles pandémies mondiales, les changements démographiques, la corruption, les flux financiers illégaux et les problèmes liés à l'automatisation et à la privatisation [voir A/HRC/36/49, par. 30 d)]. Les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement sont particulièrement touchés par ces tendances mondiales défavorables, alors qu'ils ont le plus de difficultés à y faire face. Pour les pays en

⁴³ Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, *Good Practices in South-South and Triangular Cooperation for Sustainable Development* (note 31 ci-dessus), p. 19 et 20 ; FAO, « FAO's South-South and triangular cooperation strategy in action » (note 41 ci-dessus), p. 9 ; PAM, « Lessons learned from the Purchase from Africans for Africa initiative » (Enseignements tirés de l'initiative Acheter aux Africains pour l'Afrique), consultable en anglais à l'adresse suivante : www.wfp.org/purchase-progress/news/blog/lessons-learned-purchase-africans-africa-initiative.

⁴⁴ Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, *Good Practices in South-South and Triangular Cooperation for Sustainable Development* (note 31 ci-dessus), p. 19.

développement, la coopération Sud-Sud est une occasion précieuse de trouver des solutions communes novatrices, adaptables et économiques aux problèmes de développement existants et nouveaux auxquels ils sont confrontés dans cette conjoncture mondiale défavorable. S'agissant des changements climatiques, par exemple, les initiatives Sud-Sud peuvent largement contribuer à renforcer la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation aux changements climatiques dans les pays en développement. Ces initiatives jouent donc un rôle essentiel dans la réalisation du droit au développement et la mise en œuvre du cadre stratégique pour l'après-2015.

La coopération Sud-Sud dans le contexte des changements climatiques et de la réduction des risques de catastrophe

57. Une initiative de coopération Sud-Sud visant à diffuser le modèle cubain de gestion des risques de catastrophe au niveau local offre un exemple concret de la manière dont la coopération Sud-Sud peut aider les pays en développement à affronter les nouveaux problèmes de développement liés aux changements climatiques et aux risques de catastrophe.

58. Pour faire face aux menaces grandissantes que posent les changements climatiques et les catastrophes naturelles, le Gouvernement cubain a mis au point un nouveau modèle de réduction des risques de catastrophe au niveau local qui repose sur la création de centres de gestion des risques. Ces centres emploient des équipes de spécialistes qui gèrent une plateforme d'information au niveau local. Ils collectent, analysent, compilent et coordonnent les données sur les risques de catastrophe pour aider les autorités locales à analyser le risque et à prendre des décisions relatives au développement qui tiennent compte des risques et vulnérabilités au niveau local. Les centres facilitent également l'échange d'informations entre les communautés, les autorités et les autres parties prenantes. Ils aident les populations des régions éloignées ou isolées en leur fournissant des informations, du matériel et une formation qui leur permettent de recenser, signaler et réduire les risques de catastrophe et de prendre des mesures de protection et de prévention efficaces⁴⁵.

59. Le Gouvernement cubain, en coopération avec le PNUD et l'Initiative pour la gestion des risques dans les Caraïbes, a créé huit centres provinciaux et 84 centres municipaux dans 310 communautés du pays depuis l'adoption du modèle en 2005. Le modèle a été souvent décrit comme une bonne pratique parce que les résultats sont probants : meilleure préparation aux risques, plus grande sensibilisation de la population, décideurs locaux mieux informés, mesures plus efficaces de gestion des situations de catastrophe et d'atténuation de leurs effets, et pertes humaines et matérielles minimales⁴⁶.

60. Compte tenu des résultats obtenus à Cuba, le modèle des centres de gestion des risques a suscité un vif intérêt dans d'autres pays des Caraïbes confrontés à des problèmes similaires concernant les changements climatiques et les risques de catastrophe. Le Gouvernement cubain a lancé un programme pilote de coopération Sud-Sud avec cinq pays des Caraïbes (Guyana, Jamaïque, îles Vierges britanniques, République dominicaine et Trinité-et-Tobago) afin de reproduire le modèle et de l'adapter au contexte local. L'objectif à long terme de cette initiative Sud-Sud est d'améliorer la réduction et la gestion des risques de catastrophe au niveau local, ainsi

⁴⁵ Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, *Good Practices in South-South and Triangular Cooperation for Sustainable Development* (note 31 ci-dessus), p. 105 ; PNUD, « Cuba: risk reduction management centres: best practices in risk reduction » (2010), consultable en anglais à l'adresse suivante : www.preventionweb.net/files/14963_crmicgrrcubabp2010en1.pdf.

⁴⁶ Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, *Good Practices in South-South and Triangular Cooperation for Sustainable Development* (note 31 ci-dessus), p. 105 ; PNUD, « Cuba case study: best practices in risk reduction », p. 2, consultable en anglais à l'adresse suivante : https://info.undp.org/docs/pdc/Documents/R46/RRMC%20Caso%20Estudio_cuba.docx.

que la prise de décisions dans ce domaine, pour garantir que les risques de catastrophe et le relèvement sont intégrés dans les plans et les pratiques de développement dans l'ensemble de la région. Le PNUD et l'Initiative pour la gestion des risques dans les Caraïbes ont joué un rôle important en guidant et facilitant le processus de coopération Sud-Sud dans le cadre d'un partenariat triangulaire⁴⁷.

61. Avant la mise en œuvre du modèle dans les cinq pays pilotes, des données de base et autres informations ont été compilées pour tous les pays participants afin de déterminer les besoins locaux et les conditions particulières sur le terrain. Les connaissances et données d'expérience cubaines ont été transmises aux cinq pays pilotes par divers moyens et mécanismes tels que des missions d'appui technique, des ateliers d'assistance technique et de sensibilisation, des séances de formation et des mesures de renforcement des capacités locales. Pendant la phase pilote, on a pris soin d'assurer la participation de diverses parties prenantes nationales et locales, y compris des décideurs, des experts techniques et autres spécialistes, des organismes nationaux de gestion des catastrophes, les bureaux de pays du PNUD, les autorités chargées de la mise en œuvre du modèle et les bénéficiaires⁴⁸.

62. Grâce à cette initiative Sud-Sud, le modèle cubain de réduction des risques a été adapté et mis en œuvre dans les cinq pays. Il a permis de créer des centres et des équipes de gestion des risques, de mettre en place une plateforme locale d'information sur les risques de catastrophe et d'élaborer des systèmes d'alerte rapide de proximité ainsi que des programmes de réduction des risques de catastrophe et des plans d'action basés sur l'évaluation des risques et vulnérabilités au niveau local. Tout au long du processus, l'accent a été mis sur le recensement des enseignements tirés, des données d'expérience et des connaissances acquises par ceux qui avaient appliqué le modèle⁴⁹, ce qui a permis de publier diverses publications et trousseaux à outils utiles pour promouvoir le modèle cubain dans la région des Caraïbes et ailleurs⁵⁰.

63. Le Rapporteur spécial rappelle que la coopération Sud-Sud constitue pour les pays en développement une occasion cruciale d'unir leurs forces pour apporter des solutions novatrices, d'un bon rapport coût-efficacité et localisées à leurs problèmes communs de développement concernant les changements climatiques et les risques de catastrophe. L'initiative Sud-Sud conduite par Cuba montre que la coopération Sud-Sud peut jouer un rôle important comme plateforme d'échange et de promotion des pratiques qui se sont avérées efficaces dans un contexte particulier. En exportant et en adaptant ces pratiques exemplaires, l'initiative Sud-Sud a créé de nouveaux partenariats pour le développement durable dans la région des Caraïbes qui ont apporté un appui essentiel aux pays en développement pour affronter leurs problèmes de développement et progresser dans la réalisation de leurs objectifs de développement grâce à une approche multipartite décentralisée et participative. Le perfectionnement et la promotion du modèle pourraient contribuer à la réalisation du droit au développement dans d'autres pays en développement dans le cadre de la mise en œuvre au niveau local des documents finals adoptés en 2015.

⁴⁷ PNUD, « Sharing what works: South-South cooperation for disaster risk reduction in the Caribbean » (Partager les mesures efficaces : la coopération Sud-Sud au service de la réduction des risques de catastrophe dans les Caraïbes) (2014), consultable en anglais à l'adresse suivante : www.undp.org/content/undp/en/home/presscenter/pressreleases/2015/06/23/sharing-what-works-south-south-cooperation-for-disaster-risk-reduction-in-the-caribbean.html ; PNUD, « Final report: Caribbean Risk Management Initiative » (Rapport final : Initiative pour la gestion des risques dans les Caraïbes), consultable en anglais à l'adresse suivante : <https://info.undp.org/docs/pdc/Documents/R46/CRMI%20Final%20Report%202012%20-%202015.pdf>.

⁴⁸ Ibid.

⁴⁹ Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, *Good Practices in South-South and Triangular Cooperation for Sustainable Development* (note 31 ci-dessus), p. 106 ; UNDP, « Sharing what works » (note 47 ci-dessus).

⁵⁰ Voir, par exemple, <https://info.undp.org/docs/pdc/Documents/R46/RRMC%20GIS%20Toolkit.pdf>.

64. Un autre exemple qui mérite d'être souligné est la coopération Sud-Sud dans les efforts de relèvement après une catastrophe menés par le Gouvernement chinois dans le cadre de l'initiative « Une ceinture et une route ». En 2017, le Gouvernement chinois et le PNUD, par le biais du Fonds d'aide à la coopération Sud-Sud, ont fourni un appui aux efforts de relèvement et de reconstruction pour 500 000 victimes de catastrophes dans cinq pays. Selon le PNUD, ces efforts ont contribué de façon décisive à rétablir les moyens de subsistance, à accroître la résilience et à promouvoir le développement. Plus de 473 826 personnes au Népal et au Bangladesh ont été hébergées et ont reçu des kits d'urgence et des trousseaux de secours ; 18 750 enfants et 80 269 déplacés au Pakistan ont reçu de nouvelles installations scolaires et des colis d'aide ; et des travaux de réfection de la toiture de plus de 850 maisons sont en cours à la Dominique et à Barbuda. Dans le cadre de l'initiative « Une ceinture et une route », la Chine compte diffuser les résultats de ces efforts et les enseignements tirés en facilitant l'échange de connaissances et en offrant aux pays en développement une plateforme pour tirer parti des compétences et du savoir-faire technologique de la Chine en matière de relèvement après une catastrophe. À cet égard, la Chine et le PNUD ont récemment organisé un atelier de trois jours à l'intention de fonctionnaires et de spécialistes de 10 pays participant à l'initiative « Une ceinture et une route » qui ont une expérience particulière dans ce domaine⁵¹.

D. Financements supplémentaires pour le développement durable

65. La coopération Sud-Sud joue un rôle de plus en plus important dans le financement du développement durable en multipliant et en diversifiant les possibilités de coopération au service du développement. Dans ce contexte, le Programme d'action d'Addis-Abeba reconnaît les contributions de la coopération Sud-Sud et note que la coopération internationale, y compris la coopération Sud-Sud, joue un rôle important de complément aux efforts faits par les pays pour mobiliser des ressources publiques en interne aux fins du développement (voir résolution 69/313 de l'Assemblée générale, annexe, par. 50, 56 et 57). Le Groupe de réflexion interinstitutions sur le financement du développement reconnaît également le rôle de la coopération Sud-Sud dans le financement du développement, citant notamment le volume grandissant des activités de coopération Sud-Sud, la création d'institutions multilatérales de développement dans le monde du Sud et les contributions croissantes à l'aide humanitaire⁵².

66. Sans ignorer que l'aide financière n'est qu'un élément du financement du développement, le Rapporteur spécial note que, pour de nombreux pays en développement, la coopération Sud-Sud représente une importante ressource qui vient compléter l'aide au développement fournie dans le cadre de la coopération Nord-Sud traditionnelle⁵³. C'est particulièrement vrai compte tenu de la crise économique et financière mondiale et du non-respect des engagements pris par les pays développés au titre de l'aide publique au développement⁵⁴. Selon le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat, la proportion de pays en développement qui contribuent à la coopération en matière de développement est passée de 63 % à 74 %

⁵¹ PNUD, « Sharing China's experience to build back better » (Partager l'expérience de la Chine pour reconstruire en mieux), communiqué de presse, 24 avril 2018, consultable en anglais à l'adresse suivante : http://www.cn.undp.org/content/china/en/home/presscenter/pressreleases/2018/sharing-china_s-experience-to-build-back-better.html.

⁵² Voir <https://developmentfinance.un.org/south-south-and-triangular-cooperation>.

⁵³ PNUD, « Frequently asked questions » (note 37 ci-dessus) ; A/69/315, par. 114.

⁵⁴ *Financing for Development: Progress and Prospects 2018* (Financement du développement : progrès et perspectives 2018) (publication des Nations Unies, numéro de vente E.18.I.5), p. 87 à 89. Consultable en anglais à l'adresse suivante : https://developmentfinance.un.org/sites/developmentfinance.un.org/files/Report_IATF_2018.pdf.

entre 2015 et 2017⁵⁵. Selon une estimation, la composante financière de cette coopération a atteint 26 milliards de dollars en 2015⁵⁶. Le Rapporteur spécial rappelle cependant que, compte tenu de l'accent mis par la coopération Sud-Sud sur les modalités non financières de la coopération, du manque de données et des différentes définitions et méthodes d'établissement de rapports, il est difficile de formuler des estimations et de quantifier cette coopération en termes monétaires⁵⁷.

VII. Conclusions et recommandations

67. La coopération Sud-Sud est devenue un élément essentiel de la coopération internationale et est fermement ancrée dans le cadre de développement durable pour l'après-2015. Bien que la coopération Sud-Sud pose des défis, le Rapporteur spécial est convaincu qu'elle est riche de promesses pour l'avenir, à condition qu'elle soit mise en œuvre dans le respect du droit au développement.

68. Afin d'exploiter toutes les possibilités qu'offre la coopération Sud-Sud de contribuer à la réalisation du droit au développement, le Rapporteur spécial a formulé les recommandations ci-après à l'intention des États et des autres parties intéressées.

A. Recommandations générales

69. Les politiques, programmes et initiatives de coopération Sud-Sud doivent prendre en compte la question du droit au développement. À cette fin, les États et les autres parties prenantes doivent articuler la conception, le financement, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des mécanismes de coopération Sud-Sud autour des principes des droits de l'homme inscrits dans le droit au développement. Cela s'applique également dans les cas où la coopération Sud-Sud est facilitée par les partenaires de la coopération triangulaire.

70. Les politiques, programmes et activités de coopération Sud-Sud doivent promouvoir une approche globale du développement qui va au-delà de la croissance économique, comme énoncé dans la Déclaration de 1986 sur le droit au développement.

71. La coopération Sud-Sud doit être considérée comme un excellent moyen de recenser, partager et diffuser les pratiques optimales pour la mise en œuvre du cadre stratégique pour l'après-2015 et pour la réalisation du droit au développement, et utilisée à cette fin. Pour exploiter ce potentiel, le Rapporteur spécial encourage la promotion de plateformes d'échange d'informations telles que SSMart for SDGs (<http://global-ssmart.org>) et le Portail de la coopération Sud-Sud lancé par la FAO (www.fao.org/south-south-gateway).

⁵⁵ Département des affaires économiques et sociales, « Report on QCPR monitoring survey of programme country Governments in 2017 » (Rapport de l'enquête auprès des gouvernements des pays de programme menée en 2017 dans le cadre du suivi de l'examen quadriennal complet) (2018), p. 38. Consultable en anglais à l'adresse suivante : www.un.org/ecosoc/sites/www.un.org/ecosoc/files/files/en/2018doc/sgr2018-survey-report-pgc.pdf.

⁵⁶ *Financing for Development* (note 54 ci-dessus), p. 93.

⁵⁷ Voir E/2018/55, par. 37 et 38 ; Centre Sud, « Quantification of South-South cooperation and its implications to the foreign policy of developing countries » (Quantification de la coopération Sud-Sud et implications pour la politique étrangère des pays en développement), Note d'orientation n° 41 (juillet 2017), consultable en anglais à l'adresse www.southcentre.int/wp-content/uploads/2017/07/PB41_Quantification-of-South-South-cooperation-and-its-implications-to-the-foreign-policy-of-developing-countries_EN.pdf.

72. Les modalités de la coopération triangulaire sont un moyen important de renforcer au niveau mondial les partenariats créés à l'initiative de pays du Sud. Les organisations multilatérales, en particulier, ont fourni des outils et des plateformes importantes pour faciliter la coopération Sud-Sud dans différents domaines d'intervention. Le Rapporteur spécial se félicite de ces initiatives et exhorte tous les pays développés et toutes les organisations multilatérales à soutenir et faciliter davantage encore les partenariats Sud-Sud car ils complètent la coopération Nord-Sud.

73. Les États et les autres parties intéressées doivent analyser plus avant la valeur ajoutée et l'impact à long terme de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire sur la mise en œuvre du cadre stratégique pour l'après-2015 et la réalisation du droit au développement. Il convient également d'étudier les moyens de tirer parti des avantages comparatifs des différents acteurs de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire.

74. Le Rapporteur spécial estime que la deuxième conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud qui se tiendra prochainement devrait permettre de promouvoir une coopération Sud-Sud et une coopération triangulaire participatives et inclusives qui sont conformes au droit au développement, au cadre stratégique pour l'après-2015 et aux objectifs de développement nationaux. La conférence devrait également permettre de renforcer le cadre institutionnel mondial de la coopération Sud-Sud en l'ancrant davantage dans les droits de l'homme, y compris le droit au développement.

B. Des processus participatifs et inclusifs

75. Bien qu'il incombe au premier chef aux États de faciliter la réalisation du droit au développement, la coopération Sud-Sud ne doit pas se limiter à la coopération entre États. À cet égard, les États doivent promouvoir les possibilités de coopération faisant intervenir des acteurs non étatiques, notamment les réseaux de la société civile qui s'emploient à promouvoir le développement durable. La coopération Sud-Sud doit renforcer les partenariats multipartites équitables qui permettent aux différentes parties prenantes (gouvernements, organisations régionales, organisations non gouvernementales, société civile, milieux universitaires et secteur privé) d'y participer activement, et en créer de nouveaux.

76. Le droit au développement garantissant à toutes les personnes et à tous les peuples le droit de participer et de contribuer au développement économique, social, culturel et politique et d'en bénéficier, il est essentiel que les mécanismes de coopération Sud-Sud permettent à toutes les parties intéressées d'y participer de manière effective à tous les niveaux de prise de décisions et dans toutes les phases. Le Rapporteur spécial souligne que la transparence et l'accès aux informations voulues sont essentiels à cet égard.

77. Les politiques, programmes et initiatives de coopération Sud-Sud doivent mettre l'accent sur l'identification et l'autonomisation des personnes et des groupes les plus défavorisés et les plus marginalisés pour honorer l'engagement de ne pas faire de laissés-pour-compte. Il est essentiel de renforcer leurs capacités et de leur permettre de participer activement aux processus de prise de décisions si l'on veut leur donner la place qui leur revient en tant qu'acteurs du développement de leur pays, éliminer les inégalités structurelles et la discrimination, et assurer un partage juste et équitable des avantages découlant de la coopération Sud-Sud.

78. Pour qu'il n'y ait pas de laissés-pour-compte, il importe de veiller à assurer l'égalité de droits des femmes et des hommes et à promouvoir la participation

des femmes à la prise de décisions concernant les politiques et les programmes de développement, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Les acteurs de la coopération Sud-Sud doivent prendre des mesures pour donner aux femmes, en renforçant leurs capacités, de réelles possibilités de participer activement et effectivement à toutes les phases – planification, élaboration des politiques, budgétisation, mise en œuvre et évaluation.

79. Pour assurer la participation effective de toutes les parties intéressées, les États doivent créer ou désigner des organismes nationaux spécialement chargés de la coopération Sud-Sud qui établiront des partenariats solides avec les institutions nationales de défense des droits de l'homme.

C. Études d'impact sur les droits de l'homme

80. Le Rapporteur spécial tient à souligner que les études d'impact sur les droits de l'homme peuvent aider à analyser les effets – positifs et négatifs – des politiques ou des projets de développement sur les droits de l'homme. Il encourage donc les parties prenantes à envisager d'inclure de telles études dans leurs initiatives de coopération Sud-Sud⁵⁸. Ces évaluations peuvent non seulement aider à prévenir et pallier les effets négatifs de la coopération Sud-Sud sur les droits de l'homme, mais également contribuer à des processus de prise de décisions plus équitables et mieux informés, et partant, à de meilleurs résultats en matière de développement.

D. Respect du principe de responsabilité

81. Afin de promouvoir une culture de la responsabilité, les acteurs de la coopération Sud-Sud doivent mettre en place des mécanismes de suivi et d'évaluation transparents et participatifs.

82. Les processus de coopération Sud-Sud doivent s'accompagner de mécanismes de responsabilisation adéquats pour offrir des voies de recours efficaces aux personnes et aux communautés lésées par ces processus. L'accès à l'information étant d'une importance cruciale à cet égard, il importe de prévoir des systèmes d'information et de consultation détaillés, ainsi que les crédits budgétaires correspondants, dans toutes les politiques et activités de coopération Sud-Sud. Ces systèmes devraient permettre aux personnes et aux communautés touchées de bien connaître leurs droits et les moyens de les faire valoir dans le cadre des processus de coopération Sud-Sud.

83. Conformément aux Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (A/HRC/17/31, annexe), les États devraient prendre des mesures législatives et administratives permettant d'engager la responsabilité des entreprises associées à la coopération Sud-Sud en cas de violations des droits de l'homme dans les pays où elles opèrent.

84. À l'avenir, les États devraient envisager d'intégrer la coopération Sud-Sud dans leurs plans d'action nationaux concernant les droits de l'homme. Ils devraient également inclure des informations sur la coopération Sud-Sud dans les rapports qu'ils présentent aux différents mécanismes des droits de l'homme.

⁵⁸ On trouvera des recommandations concrètes concernant l'utilisation des études d'impact sur les droits de l'homme dans le document final de la Consultation régionale pour les États d'Europe occidentale et les autres États et pour les États d'Europe orientale, consultable à l'adresse suivante : www.ohchr.org/EN/Issues/Development/SRDevelopment/Pages/RegionalConsultationEuropeanStates.aspx (en anglais).